

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
5 mai 2011  
Français  
Original : anglais

---

**Lettres identiques datées du 5 mai 2011, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de la République arabe  
syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre qui représente la position de la République arabe syrienne concernant le treizième rapport semestriel du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité (S/2011/258) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité, avant la date à laquelle le rapport sera examiné par le Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Bashar **Ja'afari**



**Annexe aux lettres identiques datées du 5 mai 2011  
adressées au Secrétaire général et au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : arabe]

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre qui représente la position de la République arabe syrienne concernant le treizième rapport semestriel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité.

Les efforts déployés par la République arabe syrienne en vue de l'application des dispositions de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, évoqués dans le rapport, sont une reconnaissance explicite qu'elle s'est acquittée des obligations qui lui incombent au titre des dispositions de cette résolution. Il est donc inadmissible de persister à mêler le nom de la République arabe syrienne au rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1559 (2004), sachant ce qui précède. Le rapport indique que des élections présidentielle et législatives se sont déroulées d'une manière libre et juste au Liban (c'est-à-dire sans ingérence ou influence étrangère) mais également que la République arabe syrienne s'est efforcée de retirer ses troupes et ses matériels militaires du Liban, ainsi que d'établir des relations diplomatiques complètes avec le Liban. Le rapport évoque également les efforts syro-saoudiens visant à faire face à la crise politique libanaise, ce qui montre par ailleurs que la République arabe syrienne est soucieuse de ne ménager aucun effort pour préserver la sécurité et la stabilité du Liban.

La République arabe syrienne indique une fois de plus son refus d'accepter les mentions faites dans le rapport sur la délimitation des frontières avec le Liban, estimant que la question revêt un caractère bilatéral. Elle réaffirme de nouveau que le véritable obstacle au tracé définitif des frontières syro-libanaises est la persistance de l'agression et de l'occupation par Israël du Golan syrien et des fermes de Chebaa. Toute délimitation des frontières dans la région à l'ombre de l'occupation est donc impossible. Il incombe à la communauté internationale de déployer les efforts nécessaires pour obliger Israël à se retirer des territoires libanais et syrien occupés, sur la base des résolutions jouissant de la légalité internationale, notamment des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) et du principe de l'échange de territoires contre la paix en vue de parvenir à une paix juste et globale dans la région.

Quiconque est soucieux de la stabilité du Liban et de l'intégrité de son territoire doit veiller également à sa sécurité et à son indépendance. Il faut donc s'employer à faire effectivement pression sur Israël pour l'obliger à se retirer de tous les territoires libanais occupés et prendre des mesures dissuasives pour empêcher les violations israéliennes et y mettre un terme.

La présence palestinienne au Liban est régie par des accords libano-palestiniens, auxquels la Syrie n'est pas partie. S'agissant par ailleurs des bases palestiniennes se trouvant à la frontière syro-libanaise, évoquées dans le rapport, nous tenons à dire qu'elles se trouvent toutes à l'intérieur du territoire libanais. La République arabe syrienne ne souhaite donc pas intervenir dans l'affaire, la raison

principale de la présence palestinienne au Liban et dans d'autres pays de la région, notamment en République arabe syrienne, étant la poursuite de l'occupation par Israël des territoires palestiniens et son refus d'appliquer les résolutions jouissant de la légalité internationale, notamment les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale qui consacre le droit de retour des réfugiés dans le territoire dont ils ont été expulsés.

Les auteurs du rapport doivent s'engager à respecter l'indépendance du Liban et sa souveraineté et ne pas s'ingérer dans ses affaires intérieures, sous quelque prétexte que ce soit, et ne pas feindre d'ignorer l'élément essentiel de la sécurité et de la stabilité du Liban, à savoir dissuader Israël de commettre des violations constantes et l'amener à mettre fin à son occupation du territoire libanais.

La République arabe syrienne réaffirme une nouvelle fois qu'il incombe à la communauté internationale, si elle veut jouer un rôle positif sur la scène libanaise, d'agir rapidement pour mettre fin à l'occupation israélienne du territoire libanais, ce qui contribuera à la sécurité et à l'indépendance du Liban et aura des répercussions positives sur la République arabe syrienne et l'ensemble de la région.

Enfin, la République arabe syrienne réaffirme son appui à la stabilité et à la sécurité du Liban et aux efforts qu'il déploie pour libérer son territoire occupé par Israël, ce qui permettra d'instaurer une paix régionale et de préserver sa souveraineté et son indépendance.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Bashar **Ja'afari**